

L'UNIVERSITÉ ESPAGNOLE FACE À LA CONVERGENCE EUROPÉENNE

PROF.UNIV.DR. JOSE LUIS CIFUENTES
Universitatea din Alicante, Spania

Il y a deux ans, j'ai visité l'Université d'Oradea où, entre autres événements, j'ai participé à une rencontre sur l'histoire contemporaine récente de nos deux pays, et, entre autres aspects, nous avons réfléchi sur les processus de transition qui, en tant que citoyens, nous avons vécu dans nos patries.

Il est évident que l'histoire ne se répète pas exactement d'un endroit à l'autre, ni d'une époque à une autre. Et il est vrai aussi que les modèles qui ont servi pour une situation, pour un pays, à un moment historique donné, n'ont pas nécessairement lieu de se reproduire plus tard dans une autre situation ou dans un autre pays. Cependant, je voulais introduire mon intervention en signalant, brièvement, les expériences communes que nos pays respectifs ont vécues, et le point de rencontre que représente l'arrivée du processus de convergence européenne comme phénomène unificateur de notre histoire et de nos concitoyens.

L'Espagne, au cours des trente dernières années, a vécu une authentique révolution sociale, pacifique, qui a commencé avec une période de transition démocratique. Les points d'inflexion de cette histoire contemporaine récente ont été la mort du dictateur, le démantèlement d'un régime fasciste, antidémocratique, et l'entrée dans l'Union Européenne. Je parle de l'Espagne, pas de la Roumanie. Ce processus de révolution pacifique, a été accompagné de tension, évidemment, mais, surtout d'un développement économique et social extraordinaire, et je ne le dis pas parce que l'Espagne est la huitième puissance économique mondiale actuellement, mais en raison des changements qu'il y a eu dans le pays. Dans le cadre économique et social global, le développement espagnol s'est situé dans un contexte mondial encore en convulsion de la crise pétrolière des années 70 (soixante-dix). Vous avez vécu et êtes en train de vivre un processus de changement similaire à celui de l'Espagne, mais seulement depuis quinze ans: a) vous sortez d'un régime non démocratique, et b) l'année prochaine vous ferez partie, de plein droit, de l'Union Européenne. Votre contexte économique et social global est, peut-être, plus compliqué, car la chute du mur de Berlin a impliqué un changement dans les stratégies, et dans les actions, mondiales, et d'un autre côté un nouvel ennemi commun, peu visible, a surgi: le terrorisme; et actuellement, nous vivons une crise pétrolière très grave qui, si ce n'était pas pour l'expérience acquise des autres crises, entre autres raisons, nous aurait conduit depuis longtemps à de brusques changements. J'espère que, après les râlements de cette crise, dont la fin est imprévisible, avec une recomposition des structures politiques et administratives consolidées, et avec un projet commun après son intégration dans l'Union Européenne, la Roumanie se développe socialement au moins comme l'a fait l'Espagne et surtout qu'elle ait une capacité de développement économique égale.

C'est dans ce cadre global je tiens à situer l'évolution de l'Université espagnole, et poser comme objectif de celle-ci l'Espace Européen d'Éducation Supérieure, un EEES partagé

avec vous, et un EEES qui requiert l'élaboration de stratégies et de plans d'action qui nous permettent d'établir les conditions plus favorables pour atteindre notre intégration complète dans l'EEES en 2010. Un EEES qui est un souffle d'optimisme dans un monde globalisé, de plus en plus global mais de moins en moins humain.

Permettez-moi de vous rappeler, brièvement, vers où nous allons, c'est-à-dire, qu'est-ce que c'est que le processus de Bologne, et que je vous commente, aussi, d'où nous venons les Espagnols, l'Université espagnole, et ce que nous avons rencontré sur le chemin. Votre processus sera certainement différent, celui de l'université roumaine, mais la connaissance de ladite expérience peut être une référence.

Le processus de Bologne est un processus européen de réforme orienté vers la création d'un Espace Européen d'Éducation Supérieure en deux mille dix (2010). Ce n'est pas un processus habituel, dans le sens où il est peu structuré et qu'il est dirigé par les 45 pays qui y participent, en coopération avec un différent nombre d'organisations internationales, parmi lesquelles est incluse le Conseil Européen. Le processus de Bologne propose que, en deux mille dix (2010), les systèmes d'éducation supérieure des différents pays européens devront être organisés de façon qu'ils atteignent les objectifs suivants:

- Favoriser la mobilité entre les différents pays (au sein d'EEES), afin que les citoyens desdits pays puissent réaliser et continuer leurs études dans d'autres pays, ou travailler dans un pays européen différent au leur.
- Augmenter l'attractivité de l'éducation supérieure européenne dans le but qu'un grand nombre de personnes originaires d'autres pays non européens, viennent, également, étudier ou travailler en Europe (dans le cas de l'Espagne, l'objectif devrait être celui d'attirer l'attention de la communauté de langue espagnole, c'est à dire, quelque 400 millions d'hispanophones, qui pourraient alors choisir entre l'Europe et les États-Unis).
- Doter l'Europe d'un enseignement supérieur de grande qualité, en mettant le point sur les connaissances de base, et assurer un développement stable de l'Europe, pacifique et tolérant.

Ces objectifs sont très ambitieux. Cependant, il faut préciser deux points:

1. Le Processus de Bologne n'est pas fondé sur un traité intergouvernemental. Plusieurs textes ont été adoptés par les ministres responsables de l'éducation supérieure des pays participants dans le processus, mais, légalement, ces textes n'ont pas d'effets obligatoires (comme le sont normalement les traités internationaux) par conséquent, chaque pays et sa communauté universitaire, peut décider, en toute liberté, d'accepter ou de refuser les principes de ce processus, malgré l'effet de la pression internationale exercée, qui ne doit pas être sous-estimé.
2. Il n'est pas prévu qu'en deux mille dix (2010) tous les pays européens aient le même système d'éducation supérieur. Bien au contraire, une des caractéristiques les plus appréciées en Europe, c'est son équilibre entre diversité et homogénéité. Le Processus de Bologne essaie de tendre des ponts pour faciliter la mobilité des personnes qui désirent passer d'un système éducatif à un autre, ou d'un pays à un autre. Par conséquent, même si, par exemple, les systèmes de qualifications deviennent similaires, il convient de préserver la spécificité de chaque système

d'éducation supérieur. Sinon, à quoi cela servirait d'aller étudier dans un autre pays, si on peut étudier, de la même façon dans le pays d'origine? Les développements dans le processus de Bologne devraient servir pour faciliter la "translation" d'un système à un autre, et, pour autant contribuer à la croissance de la mobilité des étudiants, des professeurs ainsi que la capacité d'emploi dans toute l'Europe.

3. Je viens de signaler, brièvement, et comme vous le savez bien, vers où nous nous dirigeons ensemble, l'Espagne et la Roumanie. Mais, d'où venons-nous? L'Université espagnole d'il y a trente ans était un fidèle reflet du régime fasciste: la hiérarchie et le pouvoir unipersonnel étaient le *modus vivendi* habituel. Il n'y avait pas de départements mais des chaires, organismes administratifs qui entouraient le professeur agrégé, qui était l'être suprême et autour duquel tournaient des "**copains**"/ **compagnons** qui, selon les circonstances après plusieurs années, pouvaient aspirer à être promus en quelque chose de similaire au chef. L'étudiant était un être inférieur et méprisé, habituellement, qui ne pouvait aspirer qu'à écouter et acquiescer le savoir qui émanait de l'être supérieur. Les mots du professeur n'acceptaient pas de commentaire et, si l'élève ne comprenait pas ou ne réussissait pas son examen, c'était son problème. L'enseignement tournait autour du savoir hiérarchisé. Les normes et dispositions administratives existaient, mais n'étaient pas les mêmes pour tous, parce que tout le monde n'avait pas les mêmes droits et les mêmes possibilités. Cela peut paraître un peu burlesque ou peut-être une parodie de la réalité, mon récit diforme, mais je puis vous assurer cette université a existé en Espagne. Avec la transition démocratique, et avec l'entrée de l'Espagne dans l'Union Européenne, a été introduite la *Loi de Réforme Universitaire*, qui, entre autres choses, prétend démocratiser l'Université espagnole. Ainsi, elle organise administrativement l'université autour de Départements, et non pas de chaires unipersonnelles, ni de hiérarchies de doyen ou similaires, ces Départements étant des organes "associés" qui assument, entre autres choses, le contrôle de l'enseignement et de la promotion du corps professoral. Les professeurs ne circulent plus autour du libre arbitre, de l'être suprême ou professeur agrégé, dont le halo de savoir donne vie au reste, mais en admettant la hiérarchie dans la promotion universitaire, l'organisation se démocratise. En même temps, et grâce au développement économique et social du pays, on attache plus d'importance à un des trois aspects de la vie universitaire (enseignement, recherche et gestion), la recherche, autour de laquelle s'organise la promotion du professorat et l'évaluation de celui-ci, aspect qui aura comme résultat une amélioration extraordinaire dans la recherche espagnole tellement délaissée et oubliée au cours des périodes passées d'autarcie et d'isolement. En ce qui concerne les étudiants, ils sont inclus dans divers milieux de la gestion démocratique de l'université, ils ont, théoriquement un poids extraordinaire dans la prise de décisions, mais dans le cadre des cours en classe, ils continuent de traîner, en partie l'héritage des années passées, puisqu'ils ne sont pas considérés à part entière, ce qui est lié à un certain manque d'entrain de la vie de la jeunesse en général, qui n'arrive pas à trouver des modèles de promotion et de développement.

Avec cette vision, peut-être diforme, de la vie universitaire espagnole passée, je crois qu'il y a un besoin impérieux de faire un pas de plus dans l'évolution du modèle universitaire espagnol, car nombreux sont les aspects à améliorer, le plus important étant peut-être une

refonte de la relation d'apprentissage entre professeurs et étudiants. Pour ce faire, et pour de nombreuses autres choses, le processus de convergence qu'implique l'EEES est crucial.

Parmi les objectifs fondamentaux de l'Union Européenne se trouve la coordination des politiques et normes législatives de leurs membres sur des questions non seulement en rapport avec le développement économique mais aussi avec le progrès, le bien-être social des citoyens. Cet objectif s'est étendu, au cours de la dernière décennies au milieu de l'éducation, et plus singulièrement à l'enseignement supérieur, dans lequel différents pays, dans un processus qui n'ira qu'en augmentant, ont déjà adopté des mesures conduisant à la réforme de la structure et organisation de leurs enseignements universitaires pour favoriser la construction de l'EEES.

Dans ce processus les réseaux de collaboration existants entre les institutions universitaires européennes ont joué un rôle décisif, le développement de programmes de mobilité interuniversitaire, et l'impulsion générée par les déclarations aussi bien des responsables académiques de ces institutions que par les ministres de l'éducation des pays qui forment l'Union Européenne (Sorbonne, Bologne, Prague). La déclaration de la Sorbonne (mille neuf cent quatre-vingt dix-huit 1998), dans laquelle apparaît pour la première fois le concept d'EEES, met en évidence une volonté décidée de renforcer une Europe de la connaissance et du savoir en accord avec les tendances qui prédominent dans les pays les plus avancés socialement, dans lesquels l'extension et la qualité de l'éducation supérieure sont des facteurs décisifs dans la croissance de la qualité de vie des citoyens.

L'EEES signifie un défi très positif pour tous. Les études jouiront d'une plus grande transparence et seront plus facilement comparables, au bénéfice de toute la société, et les étudiants seront les responsables de l'organisation des enseignements en fonction de leur apprentissage. L'introduction du crédit européen comme unité de l'avoir académique valorisant le volume global de travail réalisé par l'étudiant dans ses études, et pas seulement les heures de cours. L'élaboration des programmes d'étude et des programmes de cours sera menée à terme en prenant en compte comme axe de référence le propre apprentissage des étudiants. Le supplément européen au titre aidera à la reconnaissance plus facile et transparente de la part des autres universités et organismes européens de la formation acquise. Et enfin, la structure des enseignements que les étudiants suivent et les niveaux des diplômes qu'ils reçoivent à la fin de leurs études seront plus homogènes avec lesdits titres et enseignements des pays de l'Union Européenne en favorisant sa mobilité et insertion sur le marché du travail.

L'objectif partagé d'une harmonisation des divers systèmes qui régulent les enseignements universitaires est aussi important que la conviction, conjointement assumée, que ce processus doit être mené à terme avec la plus grande collaboration et participation des institutions d'enseignement supérieur, ainsi qu'avec le respect maximum à la diversité de cultures et à l'autonomie universitaire.

Une compréhension adéquate des changements qui doivent s'introduire dans la structure et dans le fonctionnement des enseignements universitaires sera seulement possible si nous les considérons comme d'efficaces instruments dirigés vers la réussite d'une amélioration de la qualité et d'une pleine adéquation de ces enseignements aux exigences qu'une société de la connaissance exige. Ce n'est que justice que de reconnaître que les universités espagnoles ont subi au cours des dernières années de profondes transformations parmi lesquelles, entre

autres choses, les suivantes méritent d'être soulignées: une croissance accélérée du nombre d'étudiants qui suivent des études d'éducation supérieure, atteignant ainsi un des taux les plus hauts de scolarisation universitaire des pays européens; la création de nouvelles universités et d'établissements universitaires; le processus de décentralisation politique et administrative car les Communautés Autonomes ont assumé leurs compétences dans le cadre universitaire et même l'exercice de la part des universités du droit constitutionnel de l'autonomie universitaire; l'élargissement et la diversification de l'offre éducative, aussi bien en diplômes officiels qu'en diplômes d'université; le renforcement et la considération de l'activité de recherche menée à terme dans des établissements universitaires; la croissance de la mobilité internationale de professeurs et étudiants universitaires; et enfin, le développement positif des plans d'évaluation et amélioration de la qualité dans lesquels ont participé la plupart des universités.

Cependant, tel qu'il y est indiqué dans l'exposition des motifs de la *Loi Organique des Universités*, une nouvelle organisation de l'activité universitaire apparaît nécessaire qui permette aux universités "d'aborder dans le cadre de la société de l'information et de la connaissance, les défis dérivés de l'innovation dans les formes d'engendrement et de transmission de la connaissance". La société de la connaissance requiert des innovations et des changements dans les formes traditionnelles de formation, production, communication de l'information et dans l'accès aux services publics et privés. Le bien-être des citoyens, le dynamisme de l'économie et l'approfondissement dans la participation démocratique dépendront, en grande mesure, de la façon dont les sociétés incorporent ces changements et assument les transformations sociales qui les accompagnent.

Dans ce contexte, la formation scientifique, artistique technique, et en lettres acquièrent une importance sociale fondamentale non seulement comme support de l'itinéraire de l'apprentissage pour l'activité professionnelle, mais aussi comme fondement pour le processus de construction d'une communauté européenne de citoyens. L'institution universitaire, qui a toujours joué un rôle décisif dans le développement culturel, économique et social des états européens, doit jouer une fonction décisive dans ce nouveau décor. En Espagne, la baisse prévisible de la pression démographique au cours des prochaines années comportera, sans aucun doute, une excellente opportunité pour profiter mieux des ressources humaines et matériels, et sera partiellement compensé par la croissance de la demande de toutes les couches sociales dans l'accès à l'éducation supérieure et au besoin de répondre aux exigences d'une formation continue tout le long de la vie. Le développement de la société de la connaissance exigera des structures organisationnelles flexibles dans l'éducation supérieure, qui rendent possible aussi bien un large accès social à la connaissance comme une capacité personnelle critique qui favorise l'interprétation de l'information et la matérialisation de la propre connaissance. Une nouvelle conception de la formation académique devient donc nécessaire, centrée sur l'apprentissage de l'étudiant et une revalorisation de la fonction d'enseignement du professeur universitaire qui stimule sa motivation et qui reconnaisse les efforts destinés à améliorer la qualité et l'innovation éducative. Et cela est difficile, si l'on tient compte de l'histoire récente.

D'autre part, le phénomène de la globalisation ne se limite pas au cadre économique car il affecte aussi, de façon décisive et positive la transmission des connaissances et la formation supérieure. Le caractère universel de l'institution universitaire se verra encore plus augmenté, pas seulement avec l'utilisation des nouvelles technologies de la communication

à distance, qui éliminent les barrières géographiques, mais avec une mobilité croissante des professeurs, chercheurs et étudiants dont les demandes d'éducation universitaire et post-universitaire pourraient être couvertes, dans des établissements situés dans des pays différents d'où ils ont commencé leurs formations. Maintenir cet objectif de base de la mobilité des étudiants universitaires de toute l'Europe signifie construire plus d'Europe, en favorisant non seulement le rapprochement culturel et académique entre les étudiants mais aussi en le dirigeant vers un monde plus avantageux du point de vue professionnel et de l'emploi. À cet égard, les états membres de l'Union Européenne ont adopté la ferme décision de devenir un centre de référence mondial pour l'éducation supérieure, et on a demandé aux universités espagnoles en particulier, de maintenir ou atteindre les niveaux de qualité et compétitivité qui le rendront possible. J'ai déjà dit précédemment que l'Europe doit représenter une alternative en éducation supérieure face au marché d'Amérique du Nord et que dans le cas de l'Espagne, cette concurrence est particulière si nous tenons compte du potentiel académique des différents pays américains de langue espagnole et le besoin de doter ses citoyens d'une éducation supérieure avec un niveau d'excellence, pour lequel l'Europe, et l'Espagne en particulier, peut remplir un rôle fondamental en coopération internationale.

L'amélioration de la qualité du système universitaire est la clef de voûte qui soutient la construction de l'EEES, comme le prouve le fait que, depuis le début, la qualité est une référence dans tous les textes et ainsi elle a été soulignée dans le communiqué des Ministres de l'Éducation européens après la réunion de Prague de 2001. La réussite de l'objectif d'atteindre que l'Europe devienne un lieu de référence dans le cadre de la formation universitaire pour les étudiants de tous les pays, passe nécessairement par une garantie de la qualité soutenue par des mécanismes et processus d'évaluation, certification et accréditation.

La confiance mutuelle entre les institutions d'enseignement supérieur et la reconnaissance des diplômes que celles-ci délivrent, doit avoir comme soutien de base une méthodologie commune et contrastée d'évaluation de la qualité. La mobilité et la reconnaissance des diplômes requièrent non seulement un climat de confiance et de transparence mais aussi une correspondance entre les éléments de base de la formation dans les différents systèmes d'éducation supérieure. Les systèmes de garantie de la qualité joueront un rôle important pour atteindre des niveaux d'excellence, qui faciliteront la possibilité de comparer et la reconnaissance des qualifications et des diplômes dans toute l'Europe. Mais, pour cela, il sera aussi nécessaire une convergence dans les systèmes de garantie de qualité des différents états.

La définition de critères et standard minimums partagés par les agences responsables d'assurer la qualité et quelques critères communs sur les systèmes d'accréditation et évaluation d'études et institutions, seront des éléments nécessaires dans la construction de l'EEES. À cette fin, la collaboration entre l'Agence Nationale de l'Évaluation de la Qualité et Accréditation devra se développer au maximum, et les agences des autres pays de l'Union Européenne dans le cadre de l'accréditation de diplômes officiels dans les pays respectifs.

L'EEES comporte un profond changement dans la conception et la structure de l'éducation universitaire. Les fondements de cet espace sont la transparence (qui facilite la reconnaissance et favorise la mobilité), la flexibilité des études (de façon que la formation continue d'être ouverte à l'entrée et à la sortie) et la qualité des études supérieures.

Ce changement touche profondément les systèmes, les processus, les personnes et les institutions, parce qu'il suppose l'adoption d'un nouveau paradigme dans les cours et dans l'apprentissage, ainsi qu'une nouvelle philosophie dans la conception des études supérieures. Le nouveau paradigme implique, pour les professeurs et étudiants, une nouvelle manière d'enseigner et d'apprendre. Ce changement s'inscrit pleinement dans la philosophie de l'apprentissage tout au long de la vie que prône la société de la connaissance, et qui mise sur une disposition permanente d'apprendre comme une manière de s'adapter aux changements constants de l'environnement académique et professionnel.

Dans ce contexte, et depuis le point de vue pédagogique, la formulation des compétences est fondamentale du point de vue des résultats attendus de l'apprentissage (*learning outputs*). Les compétences, qui sont un ensemble de savoirs se divisent en: -compétences transversales, qui sont les savoirs pratiques qui permettent le développement optimum d'une matière, comme le travail en équipe, l'expression orale et écrite, les langues, etc. -Et les compétences spécifiques, qui sont les savoirs spécifiques relatifs à un champ de connaissance déterminé, ou à une matière concrète.

Cette approche par compétence est synonyme d'expérience et d'action. Cette nouvelle culture pédagogique essaie, donc, d'intégrer des savoirs théoriques spécifiques avec une mise en pratique proche de la réalité professionnelle du futur diplômé.

Parallèlement à la définition et au développement des compétences pour chaque matière ou diplôme, on tient compte aussi des habiletés et des aptitudes que l'étudiant doit développer ou améliorer pour obtenir des résultats satisfaisants. Ce triple ensemble est complété avec l'approche qu'apporte ce qu'on appelle *lifelong learning* au sujet des besoins de formation des citoyens européens; c'est-à-dire, on conçoit une formation intégrale qui prévoit les connaissances dans un domaine déterminée du savoir conjointement à une instruction de type social, comme le sont la formation dans la santé, les loisirs ou autres.

Cette nouvelle façon d'envisager l'enseignement et l'apprentissage à l'université suppose, pour autant, une réforme du système et une refonte interne de tous les diplômes. L'approche par compétences doit être coordonnée dans le programme d'étude de chaque diplôme, de façon que les savoirs théoriques et les habiletés pratiques se travaillent de manière cohérente et équilibrée chaque année universitaire, et durant tout le temps que durent les études. L'enseignement doit donner une réponse aux besoins sociaux et professionnels de nos étudiants. On doit dessiner des activités au service des objectifs de formation. Ainsi donc, nous devons reconsidérer l'enseignement à la lumière de ce que doit être un enseignement centré sur l'activité de l'étudiant, et sur le comment nous pouvons réussir que celui-ci apprenne plus et mieux les compétences que nous avons considérées essentielles du diplôme auquel notre cours contribue.

Dans un processus d'une telle transcendance pour le système universitaire espagnol, roumain, et européen en général, il apparaît décisif non seulement de partager les objectifs finaux mais aussi d'unir les efforts de tous les responsables éducatifs pour y parvenir. Le défi que comporte son intégration dans l'EEES ne doit se limiter en aucune façon à de simples changements normatifs, car l'objectif vers lequel se dirigent ceux-ci n'est autre que de profiter l'élan de cette intégration pour renforcer les niveaux de qualité et de compétitivité internationale de nos enseignements universitaires, en les adaptant

efficacement aux exigences de la formation supérieure de la société contemporaine. Les bénéficiaires les plus directs des réformes qui sont proposées seront les étudiants eux-mêmes pour qui elles comporteront des avantages significatifs dans leur formation, mobilité et insertion dans le marché du travail.

Enfin, l'espace éducatif européen est un objectif qui doit être construit entre tous les états et dans lequel les universités espagnoles et roumaines doivent jouer un rôle actif. Une construction qui ne cherche pas à dessiner un profil homogène mais plutôt à harmoniser les systèmes éducatifs en respectant la diversité de cultures nationales et l'autonomie universitaire.